



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Les Budgets primitifs 2017 des régions

Collection

Statistiques et finances locales (tableaux)

Direction générale des collectivités locales

Les tableaux «**Les budgets primitifs 2017 des régions**»
ont été élaborés au Département des études et des statistiques locales
de la Direction générale des collectivités locales
par Pascal SIMON

Septembre 2017

Directeur de la publication : **Bruno DELSOL**

SOMMAIRE

Méthodologie.....	5
Liste des tableaux.....	9
Les dépenses des régions (tableau T01).....	10
Les recettes des régions (tableau T02).....	11
Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (tableaux T03.1 et T03.2).....	12
Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (tableaux T04.1 et T04.2).....	14
Ventilation des dépenses d'investissement par nature (tableau T05).....	16
Ventilation des recettes d'investissement par nature (tableau T06).....	17
Les prélèvements et reversements de fiscalité (tableau T07).....	18
Synthèse des recettes fiscales (tableau T08).....	19
Emprunts et endettement (tableau T09).....	20
Soldes de gestion et indicateurs (tableaux T10.1 et T10.2).....	21
Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement en % (tableau T11.1).....	23
Ventilation par fonction des dépenses d'investissement en % (tableau T11.2).....	24
Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1).....	25
Les dépenses pour les lycées (tableau T12.2).....	26
Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3).....	27
Les ratios financiers (tableau T13).....	28
Données démographiques (tableau T14).....	29
Données géographiques (tableau T15).....	30
Données économiques et sociales (tableau T16).....	31

Méthodologie

1 Généralités

1.1 Outre l'ensemble des régions, les tableaux T01 à T13 présentent les résultats des collectivités territoriales uniques de la Martinique et de la Guyane, qui ne sont juridiquement pas des conseils régionaux, mais dont elles englobent les compétences. Ces collectivités à statut particulier figurent en fin de tableau et les données les concernant ne contribuent pas au calcul des totaux.

NB : la collectivité territoriale de Corse dispose de compétences plus étendues que celles d'un conseil régional. Le niveau élevé de certains montants exprimés en euros par habitant reflète ce statut particulier.

1.2 Le plan comptable utilisé par les régions est en nomenclature M71. Le plan comptable utilisé par la Martinique et la Guyane sont en nomenclature M57. La majeure partie des comptes (numéro et intitulé) est commune aux deux nomenclatures. Lorsque ce n'est pas le cas, la correspondance est indiquée.

1.3 Les montants correspondent à des **opérations réelles**.

2. Les dépenses

Les dépenses réelles totales des régions (tableau T01) sont égales à la somme des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement **hors remboursement des emprunts** (voir **4.2**).

2.1 Les dépenses de fonctionnement (tableaux T03.1 et T03.2) sont égales à la somme des charges de personnel, des achats et charges externes, des dépenses d'intervention, des charges financières et des autres charges de fonctionnement.

2.1.1 Les charges de personnel (tableau T03.1) sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 012 (charges de personnel et frais assimilés), duquel on déduit le montant (recettes) du chapitre budgétaire 013 (atténuation de charges).

2.1.2 Les achats et charges externes (tableau T03.1) sont égaux au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 011 (charges à caractère général).

2.1.3 Les dépenses d'intervention (tableau T03.2) sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 65 (autres charges d'activité).

2.1.4 Les charges financières (tableau T03.2) sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 66 (charges financières). Au sein des charges financières, le débit net¹ du compte 6611 constitue **les intérêts des emprunts et dettes**.

2.1.5 Les autres charges de fonctionnement (tableau T03.2) sont égales à la somme des montants (dépenses) des chapitres budgétaires 6586 (frais de fonctionnement des groupes d'élus) et 67 (charges exceptionnelles).

*Les **dépenses de gestion** (tableau T10.1) sont égales aux dépenses de fonctionnement moins les charges financières.*

2.2 Les dépenses d'investissement (tableau T05) sont égales à la somme des dépenses d'équipement, des subventions d'équipement et des autres dépenses d'investissement. Les remboursements d'emprunts en sont exclus (voir **4.2**).

2.2.1 Les dépenses d'équipement (*immobilisations*) sont égales à la somme des montants (dépenses) des chapitres budgétaires 20 (immobilisations incorporelles), 21 (immobilisations corporelles) et 23 (immobilisations en cours), de laquelle on déduit le montant (recettes) du compte 238.

2.2.2 Les subventions d'équipement sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 204 (subventions d'équipement versées).

¹ L'utilisation du débit net revient à transférer les éventuels crédits en moindres dépenses (atténuations de charges).

2.2.3 Les autres dépenses d'investissement sont égales à la somme des montants (dépenses) des chapitres budgétaires 13 (subventions d'investissement), 26 (participations et créances rattachées à des participations), 27 (autres immobilisations financières) et 45 (opérations pour compte de tiers), à laquelle on ajoute le montant (dépenses) du compte 102.

- le débit du compte 458
- le débit du compte 481

3 Les recettes

Les recettes réelles totales des régions (tableau T02) sont égales à la somme des recettes de fonctionnement et des recettes d'investissement **hors produit des emprunts** (voir 4.1).

3.1 Les recettes de fonctionnement (tableaux T04.1 et T04.2) sont égales à la somme des impôts locaux, des autres impôts et taxes, des dotations et participations, et des autres recettes de fonctionnement.

3.1.1 Les impôts locaux (tableau T04.1) sont égaux au montant (recettes) du chapitre budgétaire 731 (impôts locaux), duquel on déduit le montant (dépenses) des comptes 7391 figurant au chapitre budgétaire 014 (atténuation de produits). Ils comprennent notamment :

- les comptes 7311 et 7318 correspondant aux **contributions directes** (tableau T08).
- les comptes 7312 correspondant aux reversements de fiscalité (voir 5).
- les comptes 7391 correspondant aux prélèvements de fiscalité (voir 5).

3.1.2 Les autres impôts et taxes (tableau T04.1) sont égaux au montant (recettes) du chapitre budgétaire 73 (impôts et taxes), duquel on déduit le montant (dépenses) des comptes 739 (hors 7391) figurant au chapitre budgétaire 014 (atténuation de produits). Ils comprennent notamment :

- le compte 732 (73521 en M57) correspondant à la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).
- le compte 7344 correspondant à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises)
- le compte 7383 (73522 en M57) correspondant à la 2ème part de la TICPE
- le compte 73822 correspondant à la TICPE "Ressource régionale de l'apprentissage"
- le compte 73842 correspondant à la TICPE "Formation Professionnelle et Apprentissage"
- le compte 7385 correspondant à la TICPE "Primes employeurs apprentis"

NB : La Corse et les régions d'outre-mer disposent de recettes fiscales indirectes spécifiques inscrites aux comptes 736 et 737 (droits de consommation sur les alcools, taxe sur les rhums, octroi de mer, etc.). Pour la Corse, le compte 7368 (autres impôts et taxes spécifiques) est assimilé au compte 732.

La TICPE figurant au tableau T04.1 est égale à la somme des crédits nets¹ des comptes 732 (73521 en M57), 73822, 7383 (73522 en M57), 73842 et 7385.

*Les **recettes fiscales** des régions (tableau T08) sont égales à la somme des impôts locaux, des autres impôts et taxes et de certaines **recettes d'investissement** (voir 3.2.1).*

3.1.3 Les dotations et participations (tableau T04.2) sont égales au montant (recettes) du chapitre budgétaire 74 (dotations, subventions et participations). Elles comprennent notamment :

- le compte 741 correspondant à la dotation globale de fonctionnement (DGF)
- le compte 746 correspondant à la dotation générale de décentralisation (DGD), y compris la DGD "continuité territoriale".

3.1.4 Les autres recettes de fonctionnement (tableau T04.2) sont égales à la somme des montants (recettes) des chapitres budgétaires 70 (produits des services, du domaine et ventes diverses), 75 (autres produits de gestion courante), 76 (produits financiers) et 77 (produits exceptionnels), à laquelle on ajoute le crédit net¹ du compte 749 figurant au chapitre budgétaire 014 (atténuations de produits).

¹ L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits)

3.2 Les recettes d'investissement (tableau T06) sont égales à la somme des dotations, subventions et fonds divers, et des autres recettes d'investissement. **Les produits des emprunts en sont exclus (voir 4.1).**

3.2.1 Les dotations, subventions et fonds divers sont égaux au montant (recettes) du chapitre budgétaire 13 (subventions d'investissement), auquel on ajoute le crédit des comptes 102. Ils comprennent notamment :

- le compte 10222 correspondant au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)
- le compte 10223 correspondant à la majoration de la TICPE instituée dans le cadre du Grenelle de l'environnement et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)
- le compte 10226 correspondant à la taxe d'aménagement et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)
- le compte 1332 (13322 en M57) correspondant à la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)
- le compte 13332 correspondant à la redevance sur construction de bureaux et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)
- le compte 13333 correspondant à la taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)

3.2.2 Les autres recettes d'investissement sont égales à la somme des montants (recettes) des chapitres budgétaires 20 (immobilisations incorporelles), 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 26 (participations et créances rattachées à des participations), 27 (autres immobilisations financières), 45 (opérations pour compte de tiers) et 954 (produits de cessions d'immobilisations), à laquelle on ajoute le crédit net¹ du compte 103 et le crédit du compte 231.

Les mouvements relatifs au compte 103 (préfinancement du FCTVA) peuvent exceptionnellement conduire à un montant négatif pour l'agrégat "autres recettes d'investissement".

4. Les emprunts et la dette

4.1 Le produit des emprunts est égal au crédit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir **4.4**). Il ne contribue pas au calcul des recettes de la région (voir **3**).

4.2 Le remboursement des emprunts est égal au débit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir **4.4**). Il ne contribue pas au calcul des dépenses de la région (voir **2**).

***L'annuité de la dette** (tableau T09) est égale à la somme du remboursement des emprunts, et des intérêts des emprunts et dettes versés (voir **2.1.4**).*

4.3 La dette est égale au capital restant dû au 1er janvier de l'année de l'exercice.

4.4 Le montant de la gestion active de la dette (GAD) est déterminé à partir du crédit et du débit des comptes 16449 et 166 :

$GAD = \text{minimum}(\text{crédit du compte 16449}, \text{débit du compte 16449}) + \text{minimum}(\text{crédit du compte 166}, \text{débit du compte 166})$

5 Prélèvements et reversements de fiscalité

A la suite de la réforme de la fiscalité locale, des prélèvements et des reversements de fiscalité sont réalisés entre les régions :

- le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, est chargé de compenser les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale. Il est mis en œuvre pour la première fois en 2011. Un prélèvement est effectué sur les régions "gagnantes" dans la réforme de la fiscalité locale, au profit des régions "perdantes".

- le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions vise à faire converger les taux de croissance des ressources des régions vers la moyenne. Les ressources perçues par les régions et prises en compte dans le calcul sont la CVAE, les IFER et le DCRTP, ainsi que les prélèvements et reversements au titre du FNGIR.

¹ L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits)

Les prélèvements concernant ces différents fonds sont comptabilisés en moindres recettes dans cette publication. Des détails sont cependant fournis dans le tableau T07 :

- les prélèvements correspondant au compte 73912 (7391221 en M57) et les reversements correspondant au compte 73121 (731221 en M57) pour le FNGIR.
- les prélèvements correspondant au compte 73914 (73912232 en M57) et les reversements correspondant au compte 73122 (7312232 en M57) pour le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions.

6 Ventilation des dépenses par fonction

Attention : la comparaison entre les régions des dépenses ventilées par fonction et sous-fonction nécessite une certaine prudence, dans la mesure où les régions ne ventilent pas leurs dépenses avec la même précision.

6.1 Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant de la sous-fonction 811 (transport ferroviaire régional de voyageurs). Depuis le 1er janvier 2002, et conformément à la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU), l'organisation et le financement des services ferroviaires de transports collectifs d'intérêt régional ont été transférés à toutes les régions métropolitaines - à l'exception de la Corse et de l'Île-de-France (pour cette dernière, le STIF - syndicat des transports d'Île-de-France - organise les réseaux de transports). Les montants inscrits en dépenses d'investissement pour l'Île-de-France sont constitués de subventions versées aux collectivités territoriales, à la SNCF, à RFF et d'autres organismes de transports.

6.2 Les dépenses pour les lycées publics et privés (tableau T12.2)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 222 (lycées publics) et 223 (lycées privés). Depuis 2005, les régions assurent la construction, la reconstruction, l'extension, le fonctionnement et l'équipement des lycées. Elles sont également responsables du recrutement et de la gestion, notamment de la rémunération, des personnels non enseignant de ces établissements (personnels techniciens, ouvriers et de service - TOS).

6.3 Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 11 (formation professionnelle) et 12 (apprentissage). Depuis 2005, les régions ont des compétences renforcées et élargies en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. Elles assurent le financement de la formation des travailleurs sociaux et le financement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes et la formation qualifiante des demandeurs d'emploi adultes.

7 Les ratios obligatoires (tableau T13)

Les ratios 4 et 10 prennent en compte les dépenses pour compte de tiers (compte 45). Les ratios 1, 4, 9 et 10 ne tiennent pas compte des travaux en régie.

Les budgets primitifs 2017 des régions

Liste des tableaux

Tableau	Page	Contenu
T01	10	Les dépenses des régions
T02	11	Les recettes des régions
T03.1	12	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)
T03.2	13	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)
T04.1	14	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)
T04.2	15	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2)
T05	16	Ventilation des dépenses d'investissement par nature
T06	17	Ventilation des recettes d'investissement par nature
T07	18	Les prélèvements et reversements de fiscalité
T08	19	Synthèse des recettes fiscales
T09	20	Emprunts et endettement
T10.1	21	Soldes de gestion et indicateurs (1/2)
T10.2	22	Soldes de gestion et indicateurs (2/2)
T11.1	23	Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)
T11.2	24	Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)
T12.1	25	Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs
T12.2	26	Les dépenses pour les lycées
T12.3	27	Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage
T13	28	Les ratios financiers
T14	29	Données démographiques
T15	30	Données géographiques
T16	31	Données économiques et sociales

T01 - Les dépenses des régions (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses réelles totales			Dépenses de fonctionnement				Dépenses d'investissement		
	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Part (2) (%)	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 512,9	438	18,5%	2 531,0	316	72	22,4%	981,9	122	9,5%
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 454,0	500	15,0%	1 023,0	352	70	17,7%	431,1	148	8,9%
53 Bretagne	1 543,3	457	21,7%	938,3	278	61	16,7%	605,0	179	30,3%
24 Centre-Val de Loire	1 234,4	466	16,9%	888,0	335	72	24,0%	346,5	131	1,8%
94 Corse (3)	704,2	2136	-2,7%	463,2	1405	66	-2,0%	240,9	731	-3,9%
44 Grand Est	2 558,2	450	10,0%	1 928,9	340	75	14,1%	629,3	111	-0,9%
32 Hauts-de-France	3 222,5	527	4,0%	2 360,3	386	73	7,9%	862,2	141	-5,2%
11 Ile-de-France	4 726,0	388	4,2%	2 810,5	231	59	0,9%	1 915,5	157	9,5%
28 Normandie	1 608,2	470	10,6%	1 124,7	328	70	11,0%	483,5	141	9,5%
75 Nouvelle-Aquitaine	2 830,1	468	4,9%	1 938,2	321	68	11,4%	891,9	148	-6,9%
76 Occitanie	3 227,1	550	15,2%	2 110,2	359	65	21,7%	1 116,9	190	4,5%
52 Pays de la Loire	1 596,9	421	17,6%	1 009,5	266	63	24,9%	587,4	155	6,8%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 080,8	411	7,1%	1 495,7	295	72	7,8%	585,0	115	5,3%
01 Guadeloupe	368,3	906	1,6%	208,6	513	57	-8,8%	159,7	393	19,5%
04 La Réunion	1 027,3	1205	4,7%	430,0	504	42	4,4%	597,3	700	4,8%
Métropole sauf Ile-de-France	25 572,7	480	11,4%	17 811,1	334	70	15,0%	7 761,6	146	4,0%
Métropole	30 298,7	463	10,2%	20 621,6	315	68	12,8%	9 677,1	148	5,0%
Outre-mer hors 02 et 03	1 395,6	1108	3,9%	638,6	507	46	-0,3%	757,0	601	7,6%
Total	31 694,3	475	9,9%	21 260,2	319	67	12,4%	10 434,1	156	5,2%
02 Martinique	1 067,8	2736	-1,6%	851,0	2181	80	1,1%	216,7	555	-11,0%
03 Guyane	649,8	2550	12,0%	526,6	2066	81	8,9%	123,3	484	27,1%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 2).

(2) Part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses réelles totales.

(3) Voir méthodologie (partie 1.1).

T02 - Les recettes des régions (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Recettes réelles totales			Recettes de fonctionnement				Recettes d'investissement		
	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Part (2) (%)	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 274,4	408	20,7%	3 049,4	380	93	23,1%	225,0	28	-3,8%
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 286,7	443	13,6%	1 180,3	406	92	15,3%	106,4	37	-2,3%
53 Bretagne	1 228,1	364	15,8%	1 171,9	347	95	16,5%	56,2	17	3,5%
24 Centre-Val de Loire	1 170,6	442	18,4%	1 090,9	412	93	21,6%	79,7	30	-13,2%
94 Corse (3)	661,4	2007	9,4%	579,8	1759	88	7,2%	81,7	248	27,9%
44 Grand Est	2 435,7	429	14,3%	2 225,5	392	91	14,8%	210,3	37	9,0%
32 Hauts-de-France	2 933,2	480	7,7%	2 611,3	427	89	8,0%	321,9	53	5,2%
11 Ile-de-France	4 447,5	365	6,6%	3 581,6	294	81	5,8%	865,9	71	10,2%
28 Normandie	1 537,2	449	17,0%	1 348,5	394	88	14,2%	188,8	55	42,3%
75 Nouvelle-Aquitaine	2 310,8	382	11,3%	2 166,9	359	94	10,6%	144,0	24	23,5%
76 Occitanie	2 794,3	476	14,0%	2 498,0	425	89	14,8%	296,3	50	7,5%
52 Pays de la Loire	1 483,0	391	22,5%	1 255,0	331	85	20,1%	228,0	60	38,2%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 870,5	369	7,2%	1 775,3	350	95	7,4%	95,2	19	4,7%
01 Guadeloupe	396,1	974	1,3%	291,9	718	74	3,2%	104,1	256	-3,5%
04 La Réunion	844,5	990	28,0%	542,7	636	64	3,5%	301,9	354	123,1%
Métropole sauf Ile-de-France	22 986,0	431	14,1%	20 952,7	393	91	14,4%	2 033,3	38	11,0%
Métropole	27 433,5	419	12,8%	24 534,3	375	89	13,0%	2 899,2	44	10,7%
Outre-mer hors 02 et 03	1 240,6	985	18,1%	834,6	663	67	3,4%	406,0	322	67,0%
Total	28 674,1	430	13,0%	25 368,9	380	88	12,7%	3 305,2	50	15,5%
02 Martinique	1 001,6	2567	-1,4%	913,6	2341	91	0,5%	88,1	226	-17,7%
03 Guyane	659,1	2586	21,6%	503,6	1976	76	3,0%	155,5	610	191,6%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 3).

(2) Part des recettes de fonctionnement dans les recettes réelles totales.

(3) Voir méthodologie (partie 1.1).

T03.1 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Charges de personnel (1)				Achats et charges externes (2)			
	2017 M€	2017 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2016
84 Auvergne-Rhône-Alpes	323,8	40	13	-0,2%	171,7	21	7	-16,4%
27 Bourgogne-Franche-Comté	162,5	56	16	1,1%	135,6	47	13	111,1%
53 Bretagne	158,7	47	17	5,2%	168,4	50	18	36,8%
24 Centre-Val de Loire	124,4	47	14	4,6%	255,4	96	29	166,9%
94 Corse (5)	66,5	202	14	3,7%	39,0	118	8	9,9%
44 Grand Est	285,2	50	15	8,1%	426,2	75	22	95,9%
32 Hauts-de-France	373,4	61	16	0,9%	293,2	48	12	-5,6%
11 Ile-de-France	433,4	36	15	1,4%	318,4	26	11	13,5%
28 Normandie	204,9	60	18	5,0%	136,1	40	12	-3,9%
75 Nouvelle-Aquitaine	340,0	56	18	4,2%	233,9	39	12	-8,3%
76 Occitanie	288,9	49	14	5,4%	342,6	58	16	-4,5%
52 Pays de la Loire	147,5	39	15	7,1%	266,1	70	26	166,2%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	261,5	52	17	2,7%	272,4	54	18	24,9%
01 Guadeloupe	55,6	137	27	8,9%	44,3	109	21	-6,4%
04 La Réunion	132,9	156	31	2,7%	47,6	56	11	21,7%
Métropole sauf Ile-de-France	2 737,2	51	15	3,6%	2 740,6	51	15	28,9%
Métropole	3 170,7	48	15	3,3%	3 059,0	47	15	27,1%
Outre-mer hors 02 et 03	188,6	150	30	4,4%	91,9	73	14	6,4%
Total	3 359,2	50	16	3,4%	3 150,9	47	15	26,4%
02 Martinique	215,3	552	25	13,1%	66,7	171	8	-11,2%
03 Guyane	138,9	545	26	-2,1%	70,2	275	13	23,2%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.2).

(3) Part des charges de personnel dans les dépenses de fonctionnement.

(4) Part des achats et charges externes dans les dépenses de fonctionnement.

(5) Voir méthodologie (partie 1.1).

T03.2 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses d'intervention (1)				Charges financières (2)					Autres (3)
	2017 M€	2017 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Part (5) (%)	Evolution / 2016	dont intérêts de la dette	2017 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 969,1	246	78	34,7%	62,6	8	2	-11,8%	49,0	3,9
27 Bourgogne-Franche-Comté	710,8	245	69	13,5%	13,1	5	1	-15,1%	9,1	0,9
53 Bretagne	596,7	177	64	17,0%	13,4	4	1	-27,2%	9,1	1,2
24 Centre-Val de Loire	491,5	186	55	1,2%	15,8	6	2	5,3%	13,3	0,8
94 Corse (6)	340,8	1034	74	-1,8%	16,4	50	4	-36,0%	16,4	0,6
44 Grand Est	1 144,2	201	59	5,9%	70,6	12	4	-9,3%	48,4	2,8
32 Hauts-de-France	1 619,9	265	69	13,2%	71,7	12	3	-3,5%	58,6	2,2
11 Ile-de-France	1 917,9	157	68	-1,2%	137,8	11	5	2,8%	130,1	2,9
28 Normandie	769,2	225	68	24,4%	12,3	4	1	-3,5%	12,2	2,2
75 Nouvelle-Aquitaine	1 271,9	210	66	17,3%	68,8	11	4	1,9%	40,7	23,6
76 Occitanie	1 444,8	246	68	35,1%	30,0	5	1	3,3%	29,0	3,8
52 Pays de la Loire	560,0	148	55	4,8%	35,0	9	3	0,0%	32,5	0,9
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	865,5	171	58	6,2%	87,4	17	6	0,0%	57,0	9,0
01 Guadeloupe	93,0	229	45	-22,5%	12,9	32	6	42,3%	9,9	2,9
04 La Réunion	229,0	269	53	1,7%	18,1	21	4	13,4%	12,7	2,4
Métropole sauf Ile-de-France	11 784,4	221	66	17,1%	496,9	9	3	-6,1%	375,1	52,0
Métropole	13 702,3	209	66	14,1%	634,8	10	3	-4,3%	505,2	54,8
Outre-mer hors 02 et 03	322,0	256	50	-6,7%	30,9	25	5	23,8%	22,6	5,3
Total	14 024,3	210	66	13,6%	665,7	10	3	-3,3%	527,8	60,1
02 Martinique	543,6	1393	64	-2,1%	14,7	38	2	-10,7%	14,7	10,7
03 Guyane	313,3	1229	59	11,9%	3,5	14	1	-9,7%	3,5	0,7

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.3).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.4).

(3) Voir méthodologie (partie 2.1.5).

(4) Part des dépenses d'intervention dans les dépenses de fonctionnement.

(5) Part des charges financières dans les dépenses de fonctionnement.

(6) Voir méthodologie (partie 1.1).

T04.1 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Impôts locaux (1)				Autres impôts et taxes (2)					
	2017 M€	2017 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2016	dont cartes grises	dont TICPE
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 157,3	144	38	86,1%	1 039,8	130	34	-0,1%	276,2	497,6
27 Bourgogne-Franche-Comté	374,1	129	32	65,7%	430,7	148	36	5,4%	110,2	225,1
53 Bretagne	357,9	106	31	68,0%	475,1	141	41	0,8%	113,7	270,0
24 Centre-Val de Loire	360,8	136	33	77,8%	410,5	155	38	6,8%	107,8	214,9
94 Corse (5)	27,3	83	5	175,5%	198,7	603	34	2,4%	11,0	72,3
44 Grand Est	742,7	131	33	79,1%	764,7	135	34	-8,3%	165,4	491,8
32 Hauts-de-France	797,9	130	31	59,8%	925,0	151	35	-1,3%	189,6	518,7
11 Ile-de-France	839,2	69	23	12,7%	1 998,7	164	56	2,9%	352,6	1 067,8
28 Normandie	482,0	141	36	58,1%	511,5	149	38	1,0%	106,1	270,3
75 Nouvelle-Aquitaine	587,1	97	27	39,4%	907,7	150	42	4,4%	193,1	515,5
76 Occitanie	671,5	114	27	42,9%	748,0	127	30	2,2%	195,0	381,4
52 Pays de la Loire	475,8	125	38	91,9%	440,6	116	35	-9,0%	127,8	230,3
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	511,9	101	29	32,5%	730,2	144	41	1,9%	209,4	361,6
01 Guadeloupe	31,5	77	11	82,8%	158,5	390	54	10,0%	9,0	6,3
04 La Réunion	35,5	42	7	10,3%	330,1	387	61	2,0%	26,8	49,6
Métropole sauf Ile-de-France	6 546,4	123	31	62,9%	7 582,5	142	36	0,0%	1 805,3	4 049,6
Métropole	7 385,6	113	30	55,1%	9 581,2	146	39	0,6%	2 157,8	5 117,4
Outre-mer hors 02 et 03	66,9	53	8	35,6%	488,6	388	59	4,4%	35,8	55,9
Total	7 452,5	112	29	54,9%	10 069,8	151	40	0,8%	2 193,6	5 173,3
02 Martinique	133,6	342	15	2,1%	474,2	1215	52	1,9%	7,0	184,1
03 Guyane	79,5	312	16	-2,9%	237,7	933	47	-7,3%	3,7	86,2

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 3.1.1). La hausse importante des impôts locaux (colonne Evolution / 2016) est due à l'augmentation de la quote-part de CVAE dévolue aux régions à compter de l'exercice 2017 (de 25% à 50%).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.2).

(3) Part des impôts locaux dans les recettes de fonctionnement.

(4) Part des autres impôts et taxes dans les recettes de fonctionnement.

(5) Voir méthodologie (partie 1.1).

T04.2 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dotations et participations (1)						Autres (2)
	2017 M€	2017 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2016	dont DGF (M€)	dont DGD (M€)	2017 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	808,8	101	27	2,0%	559,7	62,5	43,5
27 Bourgogne-Franche-Comté	369,2	127	31	-3,7%	222,9	37,8	6,2
53 Bretagne	330,4	98	28	3,9%	183,3	21,9	8,6
24 Centre-Val de Loire	307,6	116	28	2,0%	180,1	38,9	11,9
94 Corse (4)	303,7	922	52	-1,8%	18,0	277,2	50,1
44 Grand Est	690,3	122	31	1,8%	420,7	95,9	27,7
32 Hauts-de-France	871,3	142	33	-5,9%	430,9	90,4	17,1
11 Ile-de-France	716,2	59	20	8,3%	478,9	8,8	27,5
28 Normandie	346,5	101	26	-4,3%	190,8	15,2	8,5
75 Nouvelle-Aquitaine	659,1	109	30	-0,4%	382,9	32,9	12,9
76 Occitanie	1 060,5	181	42	10,5%	342,2	38,6	17,9
52 Pays de la Loire	320,1	84	26	6,3%	185,4	18,6	18,5
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	473,2	93	27	-4,4%	296,6	31,0	59,9
01 Guadeloupe	94,4	232	32	-21,0%	8,2	33,2	7,6
04 La Réunion	174,4	205	32	5,5%	14,9	69,2	2,6
Métropole sauf Ile-de-France	6 540,8	123	31	0,8%	3 413,6	760,8	283,0
Métropole	7 257,0	111	30	1,5%	3 892,5	769,7	310,5
Outre-mer hors 02 et 03	268,8	213	32	-5,6%	23,1	102,4	10,2
Total	7 525,8	113	30	1,2%	3 915,7	872,1	320,7
02 Martinique	293,2	751	32	-2,4%	161,8	40,3	12,6
03 Guyane	179,2	703	36	28,1%	53,2	13,3	7,2

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 3.1.3). Le versement par l'État de 200 M€ dans le cadre d'un fond de soutien exceptionnel destiné à accompagner les dépenses consacrées au développement économique atténue la baisse (-10%) de la DGF versée aux régions (voir colonne Evolution / 2016).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.4).

(3) Part des dotations et participations dans les recettes de fonctionnement.

(4) Voir méthodologie (partie 1.1).

T05 - Ventilation des dépenses d'investissement par nature

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses d'équipement (1)				Subventions d'équipement (2)				Autres (3)
	2017 M€	2017 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Part (5) (%)	Evolution / 2016	2017 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	270,2	34	28	20,8%	698,6	87	71	19,9%	13,1
27 Bourgogne-Franche-Comté	122,6	42	28	6,2%	295,1	102	68	11,6%	13,4
53 Bretagne	231,0	68	38	77,1%	339,3	100	56	7,9%	34,8
24 Centre-Val de Loire	91,7	35	26	-0,9%	252,4	95	73	2,7%	2,3
94 Corse (6)	96,6	293	40	-0,2%	139,0	422	58	-9,2%	5,4
44 Grand Est	156,2	27	25	-2,3%	456,1	80	72	-0,8%	17,0
32 Hauts-de-France	216,1	35	25	-0,9%	583,8	95	68	-9,9%	62,4
11 Ile-de-France	629,5	52	33	27,6%	1 238,8	102	65	1,0%	47,2
28 Normandie	100,7	29	21	2,0%	327,0	96	68	11,2%	55,8
75 Nouvelle-Aquitaine	304,2	50	34	10,3%	556,3	92	62	-14,2%	31,4
76 Occitanie	419,1	71	38	1,9%	656,5	112	59	10,9%	41,3
52 Pays de la Loire	82,0	22	14	-12,5%	479,5	126	82	8,6%	25,9
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	177,6	35	30	15,1%	380,1	75	65	-0,8%	27,4
01 Guadeloupe	81,4	200	51	28,7%	77,3	190	48	10,2%	1,0
04 La Réunion	475,4	557	80	2,9%	108,6	127	18	8,1%	13,3
Métropole sauf Ile-de-France	2 267,8	43	29	9,5%	5 163,6	97	67	2,7%	330,2
Métropole	2 897,3	44	30	13,0%	6 402,5	98	66	2,4%	377,4
Outre-mer hors 02 et 03	556,8	442	74	6,0%	185,9	148	25	9,0%	14,3
Total	3 454,1	52	33	11,8%	6 588,4	99	63	2,6%	391,7
02 Martinique	99,8	256	46	-31,3%	114,7	294	53	20,2%	2,2
03 Guyane	93,6	367	76	46,4%	22,3	88	18	-26,7%	7,4

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 2.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.2.2).

(3) Voir méthodologie (partie 2.2.3).

(4) Part des dépenses d'équipement dans les dépenses d'investissement.

(5) Part des subventions d'équipement dans les dépenses d'investissement.

(6) Voir méthodologie (partie 1.1).

T06 - Ventilation des recettes d'investissement par nature

[Retour sommaire](#)

Régions	Dotations, subventions et fonds divers (1)					Autres (2)
	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	dont FCTVA	dont DRES	2017 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	209,9	26	-4,7%	40,0	56,5	15,1
27 Bourgogne-Franche-Comté	98,0	34	-1,4%	16,0	31,4	8,4
53 Bretagne	48,4	14	1,6%	12,7	21,0	7,8
24 Centre-Val de Loire	76,2	29	-11,8%	14,0	22,8	3,5
94 Corse (3)	78,3	238	21,5%	14,0	0,0	3,4
44 Grand Est	199,7	35	13,9%	54,2	64,1	10,5
32 Hauts-de-France	288,6	47	11,8%	44,0	93,6	33,2
11 Ile-de-France	657,7	54	6,4%	77,8	86,1	208,2
28 Normandie	86,4	25	-24,4%	15,0	32,5	102,3
75 Nouvelle-Aquitaine	127,6	21	23,6%	37,3	47,1	16,4
76 Occitanie	285,4	49	10,9%	50,3	39,9	11,0
52 Pays de la Loire	214,5	57	40,5%	15,0	23,1	13,5
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	89,9	18	31,1%	26,0	31,5	5,3
01 Guadeloupe	102,6	252	-4,3%	24,0	27,9	1,5
04 La Réunion	315,6	370	113,1%	57,0	46,9	-13,8
Métropole sauf Ile-de-France	1 803,0	34	9,4%	338,5	463,4	230,3
Métropole	2 460,7	38	8,6%	416,3	549,5	438,6
Outre-mer hors 02 et 03	418,2	332	63,8%	81,0	74,8	-12,3
Total	2 878,9	43	14,2%	497,3	624,3	426,3
02 Martinique	85,8	220	-21,4%	28,3	26,3	2,3
03 Guyane	152,0	596	185,3%	4,9	10,6	3,5

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 3.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 3.2.2).

(3) Voir méthodologie (partie 1.1).

T07 - Les prélèvements et reversements de fiscalité (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources		Fonds de péréquation des ressources perçues par les régions	
	Prélèvement M€	Reversement M€	Prélèvement M€	Reversement M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	42,2	7,9	0,0
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,0	35,4	0,0	8,0
53 Bretagne	0,0	27,6	0,0	0,8
24 Centre-Val de Loire	0,0	24,1	0,0	5,6
94 Corse	0,0	1,5	1,6	0,0
44 Grand Est	0,0	46,3	0,0	13,7
32 Hauts-de-France	0,0	119,6	0,0	21,2
11 Ile-de-France	674,8	0,0	79,7	0,0
28 Normandie	0,0	81,2	0,0	18,0
75 Nouvelle-Aquitaine	0,0	75,5	0,0	5,0
76 Occitanie	0,0	124,8	0,0	3,5
52 Pays de la Loire	0,0	15,9	3,2	0,0
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	67,2	0,0	2,8
01 Guadeloupe	0,0	4,2	0,0	1,6
04 La Réunion	0,0	2,9	0,0	3,3
Métropole sauf Ile-de-France	0,0	661,4	12,7	78,6
Métropole	674,8	661,4	92,4	78,6
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	7,1	0,0	4,9
Total	674,8	668,5	92,4	83,5
02 Martinique	0,0	6,6	0,0	1,5
03 Guyane	0,0	6,4	0,0	0,0

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017).

(1) Voir méthodologie (partie 5).

T08 - Synthèse des recettes fiscales (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Impôts locaux			Autres impôts et taxes		TICPE 2ème part (2)	Taxes d'urba- nisme (3)	Recettes fiscales		TICPE 2ème part (4)
	2017	dont contributions directes	dont solde des prélèvements et versements de fiscalité (5)	2017	dont TICPE 2ème part (6)			Total	Evolution / 2016	Total
	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€		M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 157,3	1 123,0	34,3	1 039,8	0,0	83,0	0,0	2 280,1	30,6%	83,0
27 Bourgogne-Franche-Comté	374,1	330,7	43,3	430,7	0,0	32,5	0,0	837,3	25,6%	32,5
53 Bretagne	357,9	356,4	28,4	475,1	35,7	0,0	0,0	832,9	21,7%	35,7
24 Centre-Val de Loire	360,8	331,1	29,7	410,5	29,1	0,0	0,0	771,3	31,3%	29,1
94 Corse	27,3	30,5	-0,1	198,7	0,0	0,0	0,0	225,9	10,8%	0,0
44 Grand Est	742,7	668,0	60,1	764,7	54,5	0,0	0,0	1 507,5	20,7%	54,5
32 Hauts-de-France	797,9	657,1	140,8	925,0	54,5	0,0	0,0	1 722,9	19,9%	54,5
11 Ile-de-France	839,2	1 544,4	-754,6	1 998,7	0,0	69,0	170,0	3 076,9	5,9%	69,0
28 Normandie	482,0	412,3	99,3	511,5	0,0	36,0	0,0	1 029,5	21,5%	36,0
75 Nouvelle-Aquitaine	587,1	643,6	80,5	907,7	65,6	0,0	0,0	1 494,8	15,8%	65,6
76 Occitanie	671,5	662,2	128,3	748,0	0,0	59,8	0,0	1 479,4	17,3%	59,8
52 Pays de la Loire	475,8	463,1	12,7	440,6	0,0	39,9	0,0	956,3	23,9%	39,9
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	511,9	601,1	70,0	730,2	47,6	0,0	0,0	1 242,1	12,6%	47,6
01 Guadeloupe	31,5	25,6	5,8	158,5	0,0	0,0	0,0	190,0	17,7%	0,0
04 La Réunion	35,5	29,3	6,2	330,1	0,0	0,0	0,0	365,6	2,7%	0,0
Métropole sauf Ile-de-France	6 546,4	6 279,2	727,3	7 582,5	287,0	251,2	0,0	14 380,1	21,4%	538,2
Métropole	7 385,6	7 823,6	-27,3	9 581,2	287,0	320,2	170,0	17 457,0	18,3%	607,2
Outre-mer hors 02 et 03	66,9	54,9	12,0	488,6	0,0	0,0	0,0	555,6	7,4%	0,0
Total	7 452,5	7 878,5	-15,3	10 069,8	287,0	320,2	170,0	18 012,5	18,0%	607,2
02 Martinique	133,6	111,1	8,2	474,2	0,0	0,0	0,0	607,8	1,9%	0,0
03 Guyane	79,5	58,3	6,4	237,7	0,0	0,0	0,0	317,2	-6,2%	0,0

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017).

(1) Voir méthodologie (parties 3.1.1 et 3.1.2).

(2) Compte 10223.

(3) Comptes 10226, 13332 et 13333.

(4) Total de la TICPE 2ème part (comptes 10223 et 7383).

(5) Solde des prélèvements et versements de fiscalité : voir méthodologie (partie 5).

(6) Compte 7383.

T09 - Emprunts et endettement

[Retour sommaire](#)

Régions	Remboursement de dette (1)			Produits des emprunts (2)			Dettes au 01/01/2017			Annuité de la dette (3)		
	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016
84 Auvergne-Rhône-Alpes	161,5	20	-60,0%	400,0	50	153,2%	2 512,2	313	7,4%	210,5	26	-53,9%
27 Bourgogne-Franche-Comté	48,6	17	-18,5%	216,4	74	17,1%	601,0	207	-7,2%	57,6	20	-17,8%
53 Bretagne	50,5	15	-1,8%	367,0	109	41,2%	894,9	265	7,1%	59,6	18	-3,2%
24 Centre-Val de Loire	79,2	30	3,1%	143,0	54	3,0%	684,6	259	8,1%	92,5	35	2,6%
94 Corse	14,2	43	50,4%	58,4	177	-54,5%	608,6	1847	44,8%	30,6	93	22,1%
44 Grand Est	175,9	31	5,8%	298,3	53	9,3%	2 225,4	392	-3,9%	224,2	39	0,3%
32 Hauts-de-France	177,7	29	10,0%	468,5	77	-1,0%	2 951,2	483	2,2%	236,3	39	7,9%
11 Ile-de-France	206,6	17	68,0%	487,1	40	-0,4%	5 577,0	458	4,0%	336,7	28	33,6%
28 Normandie	46,8	14	-14,8%	115,0	34	-27,5%	474,8	139	-9,9%	59,0	17	-12,6%
75 Nouvelle-Aquitaine	112,5	19	-1,0%	633,4	105	-5,9%	1 845,1	305	19,7%	153,2	25	1,0%
76 Occitanie	76,2	13	8,0%	509,8	87	20,3%	1 592,5	271	3,8%	105,2	18	6,7%
52 Pays de la Loire	157,0	41	12,1%	270,8	71	-6,4%	1 564,4	412	8,9%	189,5	50	10,0%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	117,9	23	2,0%	328,2	65	4,7%	2 407,8	475	1,7%	174,9	35	0,3%
01 Guadeloupe	27,7	68	7,4%	n.d.	-	-	309,1	760	-0,7%	37,6	93	8,0%
04 La Réunion	37,6	44	15,7%	220,3	258	-37,8%	820,3	962	19,3%	50,3	59	10,1%
Métropole sauf Ile-de-France	1 218,0	23	-14,5%	3 808,9	71	9,6%	18 362,6	345	5,0%	1 593,1	30	-12,0%
Métropole	1 424,6	22	-7,9%	4 296,0	66	8,4%	23 939,6	366	4,8%	1 929,8	29	-6,5%
Outre-mer hors 02 et 03	65,3	52	12,0%	220,3	175	-37,8%	1 129,5	897	13,1%	87,9	70	9,2%
Total	1 489,9	22	-7,2%	4 516,4	68	4,6%	25 069,1	376	5,1%	2 017,7	30	-5,9%
02 Martinique	33,2	85	-16,6%	100,0	256	-20,0%	482,0	1235	-17,5%	47,9	123	-14,9%
03 Guyane	45,3	178	190,9%	n.d.	-	-	171,7	674	-5,0%	48,8	191	150,8%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(2) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(3) Voir méthodologie (partie 4).

T10.1 - Soldes de gestion et indicateurs (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses de gestion (1)	Recettes de fonctionnement	Epargne de gestion		Charges financières	Epargne brute			Remboursement de dette	Epargne nette	
	(a)	(b)	(c) = (b) - (a)		(d)	(e) = (c) - (d)			(f)	(e) - (f)	
	M€	M€	M€	€/h	M€	M€	€/h	Evolution / 2016 M€	M€	2017 M€	2017 €/h
84 Auvergne-Rhône-Alpes	2 468,4	3 049,4	581,0	72	62,6	518,4	65	107,8	161,5	356,9	45
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 009,9	1 180,3	170,4	59	13,1	157,3	54	2,6	48,6	108,7	37
53 Bretagne	925,0	1 171,9	247,0	73	13,4	233,6	69	31,8	50,5	183,1	54
24 Centre-Val de Loire	872,1	1 090,9	218,7	83	15,8	202,9	77	21,7	79,2	123,7	47
94 Corse (2)	446,9	579,8	132,9	403	16,4	116,6	354	48,7	14,2	102,4	311
44 Grand Est	1 858,3	2 225,5	367,1	65	70,6	296,6	52	49,0	175,9	120,7	21
32 Hauts-de-France	2 288,7	2 611,3	322,7	53	71,7	251,0	41	21,1	177,7	73,3	12
11 Ile-de-France	2 672,7	3 581,6	909,0	75	137,8	771,1	63	171,3	206,6	564,5	46
28 Normandie	1 112,4	1 348,5	236,1	69	12,3	223,8	65	55,9	46,8	176,9	52
75 Nouvelle-Aquitaine	1 869,4	2 166,9	297,5	49	68,8	228,7	38	9,2	112,5	116,1	19
76 Occitanie	2 080,2	2 498,0	417,8	71	30,0	387,8	66	-54,2	76,2	311,6	53
52 Pays de la Loire	974,5	1 255,0	280,5	74	35,0	245,5	65	8,3	157,0	88,5	23
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 408,4	1 775,3	366,9	72	87,4	279,6	55	13,8	117,9	161,7	32
01 Guadeloupe	195,8	291,9	96,2	236	12,9	83,3	205	29,2	27,7	55,6	137
04 La Réunion	411,9	542,7	130,8	153	18,1	112,7	132	0,1	37,6	75,1	88
Métropole sauf Ile-de-France	17 314,1	20 952,7	3 638,6	68	496,9	3 141,6	59	315,5	1 218,0	1 923,6	36
Métropole	19 986,8	24 534,3	4 547,5	69	634,8	3 912,7	60	486,9	1 424,6	2 488,1	38
Outre-mer hors 02 et 03	607,7	834,6	226,9	180	30,9	196,0	156	29,3	65,3	130,7	104
Total	20 594,5	25 368,9	4 774,4	72	665,7	4 108,7	62	516,2	1 489,9	2 618,8	39
02 Martinique	836,3	913,6	77,2	198	14,7	62,5	160	-4,2	33,2	29,3	75
03 Guyane	523,1	503,6	-19,4	-76	3,5	-23,0	-90	-28,4	45,3	-68,2	-268

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 1.1).

T10.2 - Soldes de gestion et indicateurs (2/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Indicateurs				
	(1) %	(2) Années	(3) %	(4) %	(5) %
84 Auvergne-Rhône-Alpes	82,4%	4,8	6,9%	36,2%	148,0%
27 Bourgogne-Franche-Comté	50,9%	3,8	4,9%	33,8%	176,5%
53 Bretagne	76,4%	3,8	5,1%	24,1%	158,9%
24 Centre-Val de Loire	62,8%	3,4	8,5%	42,3%	155,9%
94 Corse	105,0%	5,2	5,3%	23,0%	60,5%
44 Grand Est	100,0%	7,5	10,1%	61,1%	191,0%
32 Hauts-de-France	113,0%	11,8	9,0%	73,2%	216,8%
11 Ile-de-France	155,7%	7,2	9,4%	37,0%	77,4%
28 Normandie	35,2%	2,1	4,4%	25,0%	114,2%
75 Nouvelle-Aquitaine	85,2%	8,1	7,1%	51,5%	208,2%
76 Occitanie	63,7%	4,1	4,2%	25,2%	121,6%
52 Pays de la Loire	124,7%	6,4	15,1%	67,6%	330,2%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	135,6%	8,6	9,9%	47,7%	184,8%
01 Guadeloupe	105,9%	3,7	12,9%	39,1%	-
04 La Réunion	151,2%	7,3	9,3%	38,5%	46,4%
Métropole sauf Ile-de-France	87,6%	5,8	7,6%	43,8%	168,0%
Métropole	97,6%	6,1	7,9%	42,4%	148,3%
Outre-mer hors 02 et 03	135,3%	5,8	10,5%	38,7%	39,6%
Total	98,8%	6,1	8,0%	42,3%	130,8%
02 Martinique	52,8%	7,7	5,2%	62,1%	100,2%
03 Guyane	34,1%	n.s.	9,7%	n.s.	-

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017).

*(1) Dette au 1er janvier / Recettes réelles de fonctionnement (taux d'endettement).**(2) Dette au 1er janvier / Epargne brute (capacité de désendettement : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette si la région y consacrait la totalité de son épargne brute).**(3) Annuité de la dette / Recettes réelles de fonctionnement.**(4) Annuité de la dette / Epargne de gestion.**(5) Produit des emprunts / Immobilisations.*

T11.1 - Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses non ventilées	Services généraux	Formation professionnelle et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Gestion des fonds européens	Environnement	Transports	Action économique
84 Auvergne-Rhône-Alpes	2,5	5,3	22,3	17,9	2,5	0,1	0,6	0,4	1,0	42,5	4,8
27 Bourgogne-Franche-Comté	1,6	7,4	25,0	18,2	2,5	0,0	0,7	1,3	0,7	37,5	5,0
53 Bretagne	2,1	9,0	29,5	18,7	3,5	0,0	0,7	0,6	1,1	26,8	8,0
24 Centre-Val de Loire	1,9	7,5	24,1	16,7	3,0	0,0	1,1	3,9	0,8	36,2	4,7
94 Corse	3,6	14,2	5,5	9,9	4,0	0,2	1,3	0,1	6,2	49,4	5,6
44 Grand Est	3,3	7,0	24,4	19,0	2,8	0,1	0,7	1,8	0,8	36,3	3,9
32 Hauts-de-France	3,1	9,6	24,2	17,2	3,8	0,2	1,1	2,3	0,6	33,2	4,6
11 Ile-de-France	5,1	7,0	29,1	21,4	2,5	0,3	1,0	1,7	1,0	27,2	3,7
28 Normandie	1,1	8,6	29,2	20,6	5,7	0,1	0,8	0,4	0,8	27,2	5,6
75 Nouvelle-Aquitaine	3,7	10,7	29,4	17,7	4,0	0,2	0,8	1,4	0,9	24,6	6,7
76 Occitanie	1,5	7,9	23,3	14,0	2,5	0,2	0,7	20,3	0,7	24,9	4,1
52 Pays de la Loire	3,5	7,8	32,2	17,7	2,6	0,7	0,1	0,5	0,5	31,8	2,6
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	7,0	11,5	25,7	16,7	3,5	0,3	1,1	0,4	1,3	29,0	3,6
01 Guadeloupe	6,1	27,2	21,2	15,9	6,3	0,1	1,0	1,7	1,3	13,3	5,8
04 La Réunion	4,0	21,4	26,1	18,3	5,4	0,4	0,6	0,0	4,8	12,0	6,8
Métropole sauf Ile-de-France	2,9	8,5	25,1	17,3	3,3	0,2	0,8	3,5	1,0	32,6	4,8
Métropole	3,2	8,3	25,7	17,8	3,2	0,2	0,8	3,3	1,0	31,9	4,7
Outre-mer hors 02 et 03	4,7	23,3	24,5	17,5	5,7	0,3	0,7	0,6	3,7	12,4	6,5
Total	3,3	8,7	25,7	17,8	3,2	0,2	0,8	3,2	1,0	31,3	4,7
02 Martinique	2,6	28,1	6,1	3,2	1,9	50,5	0,1	0,3	1,0	4,2	2,0
03 Guyane	0,7	20,2	2,8	9,8	2,8	46,3	1,4	2,1	0,6	10,3	3,0

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017).

T11.2 - Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses non ventilées	Services généraux	Formation professionnelle et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Gestion des fonds européens	Environnement	Transports	Action économique
84 Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	1,0	2,5	31,9	2,6	0,6	14,0	3,6	2,5	22,8	18,4
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,0	1,6	4,0	30,4	3,2	0,3	13,5	4,1	3,9	20,6	18,3
53 Bretagne	0,0	2,9	3,0	22,5	2,3	0,0	10,7	1,9	1,4	41,0	14,3
24 Centre-Val de Loire	0,0	1,1	3,7	27,8	3,1	0,0	21,9	11,1	1,5	12,9	16,9
94 Corse	0,2	2,2	0,2	11,3	6,3	0,3	16,3	10,2	11,0	28,5	13,6
44 Grand Est	0,0	2,1	2,2	27,5	2,5	0,5	14,0	7,8	3,4	24,1	16,0
32 Hauts-de-France	0,0	1,5	3,8	24,9	6,5	0,5	10,6	11,4	1,9	28,4	10,6
11 Ile-de-France	1,4	0,7	1,6	30,9	5,8	1,6	12,8	1,1	5,3	29,2	9,6
28 Normandie	0,0	3,1	2,8	19,6	3,5	0,8	8,4	4,5	2,9	29,8	24,6
75 Nouvelle-Aquitaine	0,0	2,5	6,4	29,9	6,0	0,6	8,3	5,3	4,0	15,3	21,7
76 Occitanie	0,0	1,2	2,5	32,7	3,7	0,1	6,0	10,2	4,1	19,5	19,8
52 Pays de la Loire	0,0	0,7	3,6	18,2	2,9	0,5	10,6	22,6	3,4	13,6	23,8
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,1	1,2	4,3	29,8	2,6	0,3	18,1	5,0	1,8	24,8	12,1
01 Guadeloupe	0,0	1,6	6,0	11,0	5,3	2,7	11,5	8,6	10,6	28,0	14,8
04 La Réunion	0,0	1,5	3,2	15,2	4,8	0,0	4,0	0,0	2,5	65,0	3,8
Métropole sauf Ile-de-France	0,0	1,7	3,4	27,1	3,8	0,4	11,6	8,0	3,2	23,1	17,7
Métropole	0,3	1,5	3,1	27,8	4,2	0,6	11,9	6,6	3,6	24,3	16,1
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	1,5	3,8	14,3	4,9	0,6	5,6	1,8	4,2	57,2	6,1
Total	0,3	1,5	3,1	26,8	4,3	0,6	11,4	6,3	3,6	26,7	15,4
02 Martinique	0,0	7,9	0,3	17,9	2,7	3,2	14,9	12,5	4,2	28,2	8,3
03 Guyane	0,0	5,7	1,0	61,9	4,6	1,0	6,4	0,0	2,1	8,0	9,3

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017).

T12.1 : les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016
84 Auvergne-Rhône-Alpes	637,0	79	-8,1%	542,2	68	-4,0%	94,8	12	-26,4%
27 Bourgogne-Franche-Comté	270,3	93	1,6%	237,6	82	0,5%	32,7	11	10,6%
53 Bretagne	148,2	44	-0,6%	106,3	31	3,4%	41,9	12	-9,4%
24 Centre-Val de Loire	353,2	133	94,9%	321,6	121	87,6%	31,6	12	220,8%
94 Corse	22,6	69	n.s.	22,6	69	n.s.	0,0	0	-
44 Grand Est	507,8	89	1,6%	442,9	78	0,8%	64,9	11	6,7%
32 Hauts-de-France	531,2	87	-10,1%	453,8	74	-9,6%	77,4	13	-12,8%
11 Ile-de-France	377,6	31	-3,3%	0,0	0	-	377,6	31	-3,3%
28 Normandie	205,0	60	12,7%	145,5	43	4,1%	59,4	17	41,4%
75 Nouvelle-Aquitaine	358,5	59	-13,8%	308,3	51	0,3%	50,2	8	-53,9%
76 Occitanie	370,8	63	14,2%	284,6	48	13,7%	86,2	15	16,1%
52 Pays de la Loire	187,4	49	-5,2%	151,4	40	2,3%	36,0	9	-27,4%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	323,1	64	-4,3%	279,3	55	-3,4%	43,8	9	-9,2%
01 Guadeloupe	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
04 La Réunion	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
Métropole sauf Ile-de-France	3 915,1	73	2,0%	3 296,1	62	4,6%	619,0	12	-10,0%
Métropole	4 292,7	66	1,5%	3 296,1	50	4,6%	996,6	15	-7,6%
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
Total	4 292,7	64	1,5%	3 296,1	49	4,6%	996,6	15	-7,6%
02 Martinique	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
03 Guyane	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 6.1).

T12.2 : les dépenses pour les lycées publics et privés (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016
84 Auvergne-Rhône-Alpes	667,0	83	18,9%	392,7	49	27,5%	274,3	34	8,5%
27 Bourgogne-Franche-Comté	219,8	76	-7,6%	97,4	34	-21,6%	122,5	42	7,8%
53 Bretagne	289,6	86	10,7%	164,9	49	2,6%	124,7	37	23,5%
24 Centre-Val de Loire	229,3	87	0,6%	139,3	53	1,9%	90,0	34	-1,4%
94 Corse	16,6	51	-2,1%	13,6	41	-3,9%	3,1	9	6,6%
44 Grand Est	479,7	84	1,1%	336,5	59	2,8%	143,2	25	-2,8%
32 Hauts-de-France	547,2	89	-2,0%	364,7	60	1,7%	182,6	30	-8,7%
11 Ile-de-France	965,7	79	11,8%	528,6	43	2,7%	437,1	36	25,1%
28 Normandie	302,1	88	-10,6%	223,4	65	-15,4%	78,7	23	6,7%
75 Nouvelle-Aquitaine	522,4	86	-2,3%	309,9	51	0,3%	212,6	35	-5,8%
76 Occitanie	623,8	106	3,9%	287,7	49	5,6%	336,2	57	2,6%
52 Pays de la Loire	255,6	67	-6,4%	163,9	43	1,1%	91,6	24	-17,3%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	408,7	81	7,6%	248,7	49	1,0%	160,0	32	19,8%
01 Guadeloupe	45,6	112	9,6%	29,3	72	3,1%	16,3	40	23,6%
04 La Réunion	138,4	162	16,8%	66,2	78	4,0%	72,2	85	31,7%
Métropole sauf Ile-de-France	4 562,1	86	2,2%	2 742,6	51	2,2%	1 819,4	34	2,2%
Métropole	5 527,7	84	3,7%	3 271,2	50	2,3%	2 256,5	34	6,0%
Outre-mer hors 02 et 03	184,0	146	14,9%	95,5	76	3,7%	88,5	70	30,1%
Total	5 711,7	86	4,1%	3 366,7	50	2,3%	2 345,0	35	6,7%
02 Martinique	37,0	95	-26,7%	13,2	34	-55,7%	23,9	61	14,7%
03 Guyane	65,5	257	107,5%	22,6	89	4,0%	42,9	168	336,3%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 6.2).

T12.3 : les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (1)
[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016	2017 M€	2017 €/h	Evolution / 2016
84 Auvergne-Rhône-Alpes	451,6	56	-3,2%	436,8	54	-3,0%	14,8	2	-10,3%
27 Bourgogne-Franche-Comté	224,1	77	4,8%	211,4	73	3,4%	12,7	4	34,2%
53 Bretagne	227,3	67	-4,3%	217,2	64	-5,3%	10,1	3	25,6%
24 Centre-Val de Loire	180,0	68	-1,7%	170,9	65	0,1%	9,1	3	-25,6%
94 Corse	23,4	71	-37,2%	23,0	70	-36,1%	0,4	1	-67,5%
44 Grand Est	377,9	67	0,7%	367,0	65	0,8%	10,9	2	-4,5%
32 Hauts-de-France	485,2	79	-4,5%	454,5	74	-3,5%	30,7	5	-16,7%
11 Ile-de-France	650,8	53	8,2%	623,8	51	8,8%	27,0	2	-4,0%
28 Normandie	275,8	81	-6,4%	263,8	77	-5,5%	12,0	3	-22,6%
75 Nouvelle-Aquitaine	528,8	88	1,3%	476,4	79	-0,1%	52,4	9	16,0%
76 Occitanie	422,6	72	-1,8%	400,1	68	-2,7%	22,4	4	18,0%
52 Pays de la Loire	299,1	79	11,5%	280,8	74	12,6%	18,4	5	-3,0%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	305,6	60	1,8%	283,6	56	-1,8%	22,0	4	95,7%
01 Guadeloupe	49,2	121	25,5%	40,2	99	18,1%	9,0	22	74,6%
04 La Réunion	73,5	86	58,3%	60,8	71	55,8%	12,7	15	71,4%
Métropole sauf Ile-de-France	3 801,5	71	-0,9%	3 585,7	67	-1,3%	215,7	4	5,0%
Métropole	4 452,2	68	0,3%	4 209,5	64	0,1%	242,7	4	3,9%
Outre-mer hors 02 et 03	122,6	97	43,3%	100,9	80	38,2%	21,7	17	72,7%
Total	4 574,9	69	1,1%	4 310,5	65	0,8%	264,4	4	7,4%
02 Martinique	49,2	126	-9,7%	48,5	124	-5,0%	0,8	2	-78,6%
03 Guyane	11,8	46	-27,9%	10,6	42	-31,2%	1,2	5	28,9%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2016 et 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Voir méthodologie (partie 6.3).

T13 - Les ratios financiers (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	316	140	144	380	34	313	70	12,8	88,3	8,9	82,4
27 Bourgogne-Franche-Comté	352	114	129	406	42	207	77	15,9	90,8	10,4	50,9
53 Bretagne	278	106	106	347	68	265	54	16,9	84,4	19,7	76,4
24 Centre-Val de Loire	335	125	136	412	35	259	68	14,0	88,7	8,4	62,8
94 Corse	1405	93	83	1759	293	1847	55	14,4	82,3	16,7	105,0
44 Grand Est	340	118	131	392	28	392	74	14,8	94,6	7,2	100,0
32 Hauts-de-France	386	107	130	427	42	483	70	15,8	97,2	9,8	113,0
11 Ile-de-France	231	127	69	294	52	458	39	15,4	84,2	17,7	155,7
28 Normandie	328	120	141	394	30	139	56	18,2	86,9	7,5	35,2
75 Nouvelle-Aquitaine	321	107	97	359	51	305	63	17,5	94,6	14,1	85,2
76 Occitanie	359	113	114	425	71	271	58	13,7	87,5	16,8	63,7
52 Pays de la Loire	266	122	125	331	22	412	49	14,6	92,9	6,5	124,7
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	295	119	101	350	35	475	59	17,5	90,9	10,1	135,6
01 Guadeloupe	513	63	77	718	200	760	20	26,7	81,0	27,9	105,9
04 La Réunion	504	34	42	636	560	962	17	30,9	86,2	87,9	151,2
Métropole sauf Ile-de-France	334	118	123	393	43	345	64	15,4	90,8	11,1	87,6
Métropole	315	120	113	375	45	366	59	15,4	89,9	12,0	97,6
Outre-mer hors 02 et 03	507	44	53	663	443	897	18	29,5	84,3	66,9	135,3
Total	319	118	112	380	53	376	59	15,8	89,7	13,8	98,8
02 Martinique	2181	285	342	2341	256	1235	415	25,3	96,8	10,9	52,8
03 Guyane	2066	229	312	1976	389	674	209	26,4	113,5	19,7	34,1

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017) ; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Ratio 1 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie) / population ; Ratio 2 = Contributions directes / population ;

Ratio 2bis = Impositions directes nettes / population ; Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement / population ;

Ratio 4 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / population ;

Ratio 5 = Encours de la dette / population ; Ratio 6 = Dotation globale de fonctionnement / population ;

Ratio 7 = Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement ;

Ratio 9 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie + remboursement de la dette) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 10 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 11 = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement.

T14 - Données démographiques

[Retour sommaire](#)

Régions	Population totale (1)	Population municipale (2)	Evolution (3)	Population âgée de moins de 20 ans (4)	Population âgée de 60 ans ou plus (4)	Population des communes de plus de 10000 h. (2)
			%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	8 016 878	7 820 966	0,8%	24,6%	24,8%	40,7%
27 Bourgogne-Franche-Comté	2 906 361	2 820 623	0,1%	23,2%	28,3%	26,2%
53 Bretagne	3 377 195	3 276 543	0,6%	23,9%	27,5%	31,6%
24 Centre-Val de Loire	2 647 698	2 577 435	0,3%	23,9%	27,7%	35,8%
94 Corse	329 599	324 212	1,2%	20,5%	28,5%	38,1%
44 Grand Est	5 679 992	5 554 694	0,1%	23,5%	25,3%	36,0%
32 Hauts-de-France	6 114 568	6 006 107	0,2%	26,3%	22,8%	42,7%
11 Ile-de-France	12 179 602	12 027 565	0,5%	25,9%	19,5%	84,2%
28 Normandie	3 424 021	3 335 645	0,2%	24,5%	26,5%	32,9%
75 Nouvelle-Aquitaine	6 042 228	5 879 144	0,6%	22,2%	29,3%	33,5%
76 Occitanie	5 872 219	5 730 753	0,9%	22,9%	27,8%	39,1%
52 Pays de la Loire	3 795 068	3 690 833	0,8%	25,5%	25,5%	42,9%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 068 108	4 983 438	0,4%	22,7%	28,2%	70,7%
01 Guadeloupe	406 706	400 186	-0,1%	26,9%	23,3%	77,2%
02 Martinique	390 252	383 911	-0,6%	23,9%	25,7%	71,3%
03 Guyane	254 845	252 338	2,4%	42,7%	7,9%	80,0%
04 La Réunion	852 657	842 767	0,6%	31,5%	15,6%	94,8%
06 Mayotte	217 091	212 645	2,7%	54,5%	4,2%	65,7%
Métropole	65 453 537	64 027 958	0,5%	24,3%	25,2%	48,6%
Outre-mer	2 121 551	2 091 847	0,6%	33,2%	16,6%	82,4%
France	67 575 088	66 119 805	0,5%	24,6%	24,9%	49,7%

Source : INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014 ; population municipale en 2017 - année de référence 2014 ; population municipale 2012 - année de référence 2009) ; estimation de population au 1er janvier, par département, sexe et âge quinquennal.

(1) Population totale en 2017 - année de référence 2014.

(2) Population municipale en 2017 - année de référence 2014.

(3) Taux d'accroissement annuel moyen entre la population municipale 2012 - année de référence 2009 - et la population municipale 2017 - année de référence 2014.

(4) Estimation de population au 1er janvier 2016, par département, sexe et âge quinquennal (données provisoires actualisées au 17 janvier 2017).

T15 - Données géographiques

[Retour sommaire](#)

Régions	Superficie	Densité	Nombre total de communes	Nombre de communes rurales (1)
	km ²	habitants/km ²		
84 Auvergne-Rhône-Alpes	69 711	112	4 095	2 984
27 Bourgogne-Franche-Comté	47 784	59	3 739	3 377
53 Bretagne	27 208	120	1 233	886
24 Centre-Val de Loire	39 151	66	1 783	1 486
94 Corse	8 680	37	360	326
44 Grand Est	57 441	97	5 136	4 306
32 Hauts-de-France	31 806	189	3 809	2 916
11 Ile-de-France	12 012	1 001	1 277	634
28 Normandie	29 907	112	2 722	2 265
75 Nouvelle-Aquitaine	84 036	70	4 413	3 687
76 Occitanie	72 724	79	4 488	3 759
52 Pays de la Loire	32 082	115	1 281	963
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 400	159	951	568
01 Guadeloupe	1 628	246	32	4
02 Martinique	1 128	340	34	8
03 Guyane	83 534	3	22	12
04 La Réunion	2 504	337	24	2
06 Mayotte	374	568	17	2
Métropole	543 941	118	35 287	28 157
Outre-mer	89 168	23	129	28
France	633 109	104	35 416	28 185

Source : INSEE (population municipale en 2017 - année de référence 2014).

(1) Au sens de l'INSEE (communes n'appartenant pas à une unité urbaine).

T16 - Données économiques et sociales

[Retour sommaire](#)

Régions	Population active (1)	Taux de chômage (2)	Produit intérieur brut (PIB) (3)	PIB par habitant (3)	PIB par emploi (3)
		%	M€	€/h	€/emploi
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 690 874	8,3	244 049	31 104	73 815
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 283 981	8,5	73 068	25 914	67 632
53 Bretagne	1 475 638	8,1	89 468	27 242	67 858
24 Centre-Val de Loire	1 179 486	9,0	68 916	26 706	69 395
94 Corse	144 072	10,3	8 597	26 432	69 966
44 Grand Est	2 608 368	9,5	150 345	27 059	71 025
32 Hauts-de-France	2 715 006	11,7	153 862	25 629	70 575
11 Ile-de-France	6 086 895	8,3	649 575	53 921	105 534
28 Normandie	1 520 594	9,6	90 347	27 087	70 610
75 Nouvelle-Aquitaine	2 658 978	9,0	159 790	27 126	68 300
76 Occitanie	2 573 164	11,2	153 652	26 705	69 086
52 Pays de la Loire	1 717 395	8,0	106 696	28 802	69 761
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 203 266	11,0	151 050	30 299	74 122
01 Guadeloupe	178 050	23,8	8 103	20 221	64 267
02 Martinique	174 850	17,6	8 900	23 367	67 238
03 Guyane	96 941	23,2	4 076	16 057	73 554
04 La Réunion	388 879	22,4	17 534	20 725	63 133
06 Mayotte	48 900	27,1	1 936	8 603	44 717
Métropole	29 857 717	9,3	2 099 415	32 736	78 678
Outre-mer	887 620	n.d.	40 549	19 249	63 868
France	30 745 337	10,1	2 139 964	32 307	78 334

Source : INSEE.

(1) Recensement de la population de 2014 (exploitation principale), sauf Mayotte (exploitation complémentaire du recensement de la population de 2013).

(2) Métropole : taux de chômage localisés au premier trimestre 2017 (données provisoires) ; DOM sauf Mayotte : enquête emploi DOM, taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2016 ; Mayotte : enquête emploi, taux de chômage au deuxième trimestre 2016 ; France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2016 hors Mayotte.

(3) Comptes régionaux (données 2014 semi-définitives).